



## Les comptes de la Nation en 2015

### Le PIB et le pouvoir d'achat des ménages accélèrent, l'investissement se redresse

**E**n 2015, la croissance de l'économie française s'affermi : le produit intérieur brut en euros constants progresse de 1,3 %, après + 0,6 % en 2014. La consommation des ménages accélère et les dépenses d'investissement rebondissent. Les importations continuent d'augmenter à un rythme plus rapide que les exportations, de sorte que la contribution des échanges extérieurs est négative. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages s'améliore, en raison essentiellement du dynamisme des revenus d'activité et des prestations sociales en espèce. Le pouvoir d'achat par unité de consommation croît sensiblement, pour la première fois depuis 2010. Le taux d'épargne des ménages reste stable, alors que le taux de marge des sociétés non financières se redresse sensiblement.

Étienne Debauche, Franck Arnaud, Philippe Gallot, département des Comptes nationaux, Insee

En 2015, le produit intérieur brut (PIB) croît de 1,3 % en euros constants, après deux années de croissance modérée (+ 0,6 % en 2013 et en 2014, *figure 1*).

La production industrielle en volume se redresse nettement en 2015 (+ 1,7 % après - 0,3 %). Elle demeure cependant inférieure de 8,5 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. La production manufacturière accélère (+ 1,7 % après + 0,6 % en 2014), notamment en matériels de transports et en raffinage. La production de gaz et d'électricité rebondit nettement. La production des branches de services principalement marchands se raffermi (+ 1,9 % après + 1,4 %), en particulier dans le commerce (+ 3,2 % après + 1,9 %), l'hébergement-restauration (+ 1,5 % après + 0,1 %) ainsi que dans les services aux entreprises (+ 2,4 % après + 1,3 %). En revanche, dans la construction, la production diminue de nouveau (- 2,1 % après - 2,7 % en 2014).

#### La consommation des ménages accélère

Les dépenses de consommation des ménages accélèrent de nouveau en 2015 (+ 1,5 % en euros constants, après + 0,7 % en 2014).

Le rebond de la consommation en biens manufacturés (+ 2,1 % après + 0,5 %) s'explique principalement par les achats

d'automobiles (+ 4,4 % après - 0,1 %) et les dépenses en produits agroalimentaires (+ 1,5 % après - 0,4 % en 2014). Les

#### 1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2015			
	2013	2014	2015	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,3</b>	<b>2181,1</b>	<b>0,6</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	-3,0	3,5	-2,1
<b>Total des emplois finals</b>	<b>0,9</b>	<b>1,6</b>	<b>2,5</b>	<b>2866,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>2,3</b>	<b>3,3</b>
Consommation effective des ménages	0,7	0,9	1,6	1540,7	-0,2	1,4	1,1
dont : dépense de consommation							
- des ménages	0,5	0,7	1,5	1156,0	-0,2	1,3	0,8
- individualisable des administrations	1,4	1,8	1,6	339,2	-0,2	1,4	0,3
Consommation collective							
des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	182,7	-0,3	0,8	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	-0,8	-0,3	1,0	469,2	-0,3	0,7	0,2
- entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	262,7	-0,2	2,6	0,3
- ménages	-0,5	-3,5	-0,8	107,6	0,2	-0,6	0,0
- administrations publiques	-0,7	-5,7	-3,8	75,3	-1,4	-5,1	-0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,5	0,1	18,6	///	///	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	-0,4	5,7	1,8

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

dépenses en énergie-eau-déchets (notamment de gaz et d'électricité pour le chauffage) se redressent en 2015 (+ 2,2 % après -9,0 %), du fait notamment de températures hivernales un peu moins élevées qu'en 2014.

Les dépenses de services progressent au même rythme qu'en 2014 (+ 1,0 %). Cette hausse recouvre des évolutions contrastées. Les dépenses en hébergement-restauration (+ 1,8 % après + 0,6 %) et en services de transport (+ 1,6 % après + 0,5 %) sont plus dynamiques, tandis que celles en services financiers se replient (- 0,8 % après + 2,1 %) et celles en services non marchands ralentissent (+ 0,8 % après + 2,0 %). Enfin, la consommation des touristes français à l'étranger se contracte (- 3,1 % après + 12,5 %).

En 2015, les dépenses des administrations publiques accélèrent légèrement en volume (+ 1,4 % en euros constants après + 1,2 %) malgré le ralentissement des dépenses de santé (médicaments et soins - *bibliographie*).

### L'investissement se redresse

La formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques se redresse après deux années de baisse (+ 1,0 % après -0,3 % en 2014 et -0,8 % en 2013). Son niveau reste cependant inférieur de 5,2 % à celui de 2008. Ce rebond en 2015 est imputable à une accélération de la FBCF des entreprises ainsi qu'à un moindre recul de la FBCF des ménages et des administrations. L'investissement des ménages diminue en effet de façon beaucoup moins marquée que l'année précédente (- 0,8 % après - 3,5 % en 2014), grâce à la reprise des transactions immobilières. Quoique moins prononcé qu'en 2014, le repli de l'investissement des administrations publiques reste sensible (- 3,8 % après - 5,7 %), particulièrement dans les matériels de transport et la construction (génie civil et bâtiments).

L'accélération de l'investissement des entreprises non financières (+ 2,8 % après + 1,6 %) est particulièrement marquée dans les activités scientifiques et techniques (+ 3,6 % après + 1,6 %) et les services d'information-communication (+ 5,1 % après + 4,2 %),

tandis que la baisse s'atténue dans la construction (- 0,3 % après - 1,7 %). Tout en restant dynamique, l'investissement des entreprises financières ralentit fortement (+ 6,5 % après + 20,9 %).

Les décisions des entreprises influent également sur l'activité *via* leur comportement de stockage. En 2015, les entreprises ont continué de stocker, mais nettement moins qu'en 2014. Ainsi, les stocks contribuent positivement à la croissance du PIB, à hauteur de 0,1 point (après + 0,5 point en 2014 ; *figure 2*). Au total, en 2015, l'investissement des entreprises et le stockage contribuent à hauteur de + 0,5 point à la croissance du PIB, après + 0,9 point en 2014.

### En 2015, les importations croissent légèrement plus vite que les exportations

En 2015, les importations en volume accélèrent de nouveau (+ 6,6 % après + 4,7 %) ; elles continuent de progresser plus fortement que les exportations (+ 6,1 % après + 3,3 %), de sorte que le commerce extérieur contribue négativement à l'activité, à hauteur de - 0,3 point de PIB, après - 0,5 point en 2014. L'accélération des importations concerne principalement les hydrocarbures, les biens d'équipements, les automobiles et les autres biens manufacturés, notamment les produits chimiques. Les exportations doivent leur dynamisme accru principalement aux produits pétroliers raffinés, aux biens d'équipements, aux matériels de transports et aux autres biens manufacturés, notamment l'habillement. En revanche, le solde des échanges extérieurs en valeur s'améliore très sensiblement (+ 12,5 milliards d'euros, soit + 0,6 point de PIB) à la faveur du repli des prix des hydrocarbures.

### Le pouvoir d'achat des ménages accélère

En 2015, le revenu disponible brut des ménages progresse de 1,4 % en valeur (après + 0,8 % l'année précédente ; *figure 3*). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale diminue pour la première fois depuis 2009 (- 0,2 % contre + 0,1 % en 2014), du fait notamment des baisses de

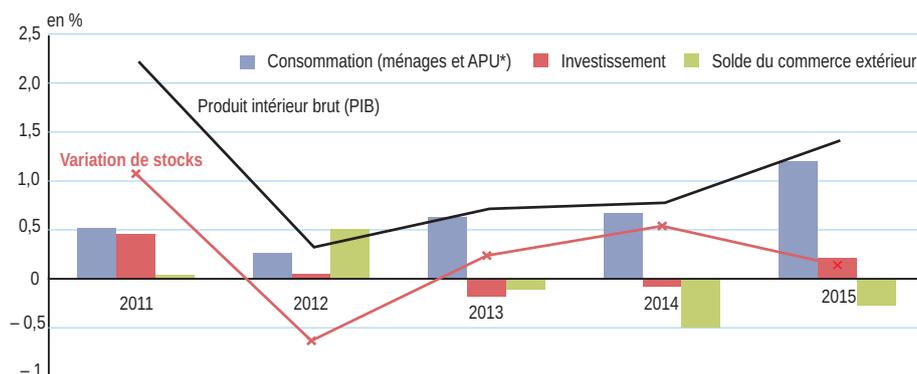
prix des produits pétroliers, financiers et agroalimentaires. En revanche, le prix des produits agricoles repart à la hausse après avoir reculé en 2014. Le pouvoir d'achat du revenu disponible augmente donc plus vite que le revenu disponible (+ 1,6 %, après + 0,7 % en 2014). Cette évolution est mesurée sur l'ensemble des ménages. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) progresse de 1,1 % en 2015, après avoir stagné en 2014 et surtout diminué les trois années précédentes. Le pouvoir d'achat des ménages augmentant un peu plus vite que leur dépense de consommation en volume (respectivement + 1,6 % et + 1,5 %), leur taux d'épargne croît très légèrement en 2015 (+ 0,1 point à 14,5 % ; *figure 4*). En 2015, l'accroissement du revenu disponible brut de 1,4 % en valeur est imputable aux revenus d'activité (contribution de + 1,0 point) qui accélèrent et aux prestations en espèces (contribution de + 0,7 point). Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine ont un effet à la baisse (- 0,3 point), comme en 2014 (- 0,2 point), mais beaucoup moins qu'en 2012 et 2013.

En 2015, les dividendes perçus par les ménages progressent nettement (+ 6,4 % après + 3,0 % en 2014 et - 4,7 % en 2013). En revanche, les revenus de la propriété attribués aux ménages *via* leurs contrats d'assurance vie diminuent plus fortement (- 5,9 % après - 2,6 % en 2014) en raison de la baisse des rendements des placements des assureurs, notamment du fait de la diminution du taux obligatoire. Par ailleurs, la poursuite du repli des taux interbancaires accroît les marges réalisées par les banques sur les crédits immobiliers souscrits par les ménages et pèse de ce fait sur l'excédent brut d'exploitation dégagé par les ménages propriétaires de leur logement. Les salaires nets reçus par les ménages augmentent plus vite que l'an dernier (+ 1,4 % après + 0,6 %). Cette accélération reflète celle du salaire moyen brut par tête (+ 1,4 % après + 0,7 %) alors que l'emploi progresse au même rythme qu'en 2014 (+ 0,2 %). De son côté, le revenu mixte des entrepreneurs individuels se redresse (+ 1,9 % en 2015 après - 0,1 % en 2014).

En 2015, les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages croissent davantage qu'en 2014 (+ 1,7 % après + 1,5 % l'année précédente). La contribution sociale généralisée s'accroît alors que l'impôt sur le revenu des personnes physiques diminue, en lien avec la réforme du bas de barème et la baisse des recettes liées au prélèvement à la source non libératoire et à l'imposition des plus-values.

Les prestations sociales reçues par les ménages sont moins dynamiques que l'an dernier (+ 1,9 % après + 2,2 %). Le repli des prestations familiales est principalement dû aux mesures d'économie sur la politique

## 2 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



\* Administrations publiques.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

familiale. Les prestations vieillesse ralentissent et la progression des dépenses d'indemnités journalières versées par l'assurance maladie est contenue (+ 2,0 %). En revanche, les prestations d'assurance chômage de l'Unédic accélèrent (+ 3,2 % contre + 1,3 % l'an dernier).

Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages disposent également de biens et services dont le coût est au moins partiellement pris en charge par la collectivité : éducation, santé, logement... En 2015, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, croît un peu plus que le revenu disponible brut (respectivement + 1,5 % et + 1,4 %). En effet, les transferts sociaux en nature, bien qu'en décélération, continuent d'augmenter en 2015 (+ 1,6 % après + 2,3 % en 2014). Cette hausse est plus marquée sur la partie marchande (+ 2,1 % après + 2,7 %), en lien notamment avec les remboursements de médicaments, que sur les dépenses non marchandes comme les services de santé ou d'éducation (+ 1,3 % après + 2,1 %).

### Le taux de marge des sociétés non financières se redresse fortement

En 2015, la rémunération des salariés des sociétés non financières accélère (+ 1,6 % après + 1,3 %), mais augmente moins vite que leur valeur ajoutée (+ 2,4 % en valeur). À l'inverse, les impôts sur la production nets des subventions continuent de baisser nettement (- 14,6 %), du fait principalement de la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), dont le taux passe de 4 % à 6 %. Ces évolutions combinées se répercutent sur l'excédent brut d'exploitation qui s'accroît de 6,1 %, après + 2,2 % en 2014. Le taux de marge des sociétés non financières progresse ainsi de 1,1 point par rapport à 2014 pour s'établir à 31,4 % de leur valeur ajoutée (figure 5). C'est la deuxième année de hausse après le point bas atteint en 2013.

Les sociétés non financières bénéficient en outre d'une évolution favorable du solde des revenus financiers. Si les dividendes nets sont stables en 2015, du fait d'une hausse conjointe des dividendes versés et reçus, la charge nette d'intérêts s'allège nettement à la faveur de la baisse des taux d'intérêt. L'accélération de l'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières et l'amélioration du solde des revenus financiers entraînent une forte augmentation de leur épargne en 2015 (+ 16,7 % contre + 2,7 % en 2014).

Même si l'investissement des sociétés non financières est plus dynamique en 2015 qu'en 2014 (+ 2,9 % après + 1,6 %), le taux d'auto-financement progresse très sensiblement (+ 10,3 points à 86,4 %) en raison de la très forte hausse de l'épargne.

### L'activité des sociétés financières est stable en 2015

La valeur ajoutée des sociétés financières décroît légèrement en 2015 (- 0,3 % après + 4,2 % en 2014). Au sein du secteur, les évolutions sont contrastées. La valeur ajoutée des banques continue de croître en 2015, mais moins fortement qu'en 2014 (+ 3,0 % après + 6,2 %). Si les marges d'intermédiation

augmentent fortement en lien avec la diminution des taux d'intérêt, la production de services facturés, en léger retrait, pèse sur la croissance de la valeur ajoutée bancaire. À l'inverse, la valeur ajoutée des sociétés d'assurance, déjà mal orientée en 2014, se replie très nettement (- 16,1 % après - 3,8 % en 2014). Cette baisse est entièrement due à celle des rendements de l'assurance vie, les encours étant en hausse de 3,9 % sur l'année. ■

### 3 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

	à prix courants, en milliards d'euros, en %			Niveau 2015
	Évolution en % (sauf italiques)			
	2013	2014	2015	
<b>Produit intérieur brut, dont :</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>	<b>2 181,1</b>
Valeur ajoutée au prix de base	1,3	1,0	1,7	1 949,8
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits <sup>(1)</sup>	1,8	2,3	4,0	231,2
<b>Revenu national brut</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>2,2</b>	<b>2 216,5</b>
<b>Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>2,6</b>	<b>2 168,2</b>
<b>Valeur ajoutée brute des secteurs</b>				
Valeur ajoutée des entreprises	1,1	0,8	2,1	1 335,8
Sociétés non financières	1,3	0,8	2,4	1 109,8
Entreprises individuelles	- 3,1	- 1,0	0,9	130,1
Sociétés financières	5,3	4,2	- 0,3	95,8
Valeur ajoutée des administrations publiques	1,9	1,6	0,8	363,6
<b>Éléments de partage de la valeur ajoutée</b>				
Rémunération des salariés des entreprises	1,2	1,1	1,4	800,6
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	0,2	2,3	4,8	501,1
Rémunération des salariés des administrations	1,7	2,0	1,0	281,5
<b>Sociétés non financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	0,3	2,2	6,1	349,0
Revenus de la propriété nets versés	- 12,6	4,2	- 14,9	64,8
Épargne brute	5,0	2,7	16,6	218,9
Formation brute de capital fixe	0,9	1,6	2,7	253,7
<i>Variation des stocks</i>	<i>2,0</i>	<i>10,6</i>	<i>4,8</i>	<i>19,8</i>
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>	<i>9,4</i>	<i>- 9,7</i>	<i>19,5</i>	<i>- 35,5</i>
<i>Taux de marge <sup>(2)</sup></i>	<i>- 0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>31,4</i>
<i>Taux d'auto-financement <sup>(3)</sup></i>	<i>2,9</i>	<i>0,8</i>	<i>10,3</i>	<i>86,3</i>
<b>Sociétés financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	13,2	10,7	0,1	37,7
Formation brute de capital fixe	- 18,1	19,6	6,6	18,9
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>	<i>- 11,3</i>	<i>- 3,8</i>	<i>- 5,8</i>	<i>- 4,1</i>
<b>Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)</b>				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI <sup>(4)</sup>	0,6	1,1	0,1	177,4
Revenu mixte net des EI	- 5,8	- 0,9	3,8	85,8
Salaires nets reçus	0,6	0,6	1,4	721,0
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature <sup>(5)</sup>	2,9	2,2	1,9	477,3
Revenus de la propriété nets reçus	0,5	- 0,1	- 1,2	108,9
Impôts courants	4,9	1,5	1,7	215,9
Revenu disponible brut	0,3	0,8	1,4	1 352,0
Dépense de consommation finale	1,1	0,8	1,3	1 156,0
Revenu disponible brut ajusté	0,7	1,1	1,5	1 736,7
Consommation effective des ménages	1,4	1,1	1,4	1 540,7
Épargne brute	- 4,5	1,2	2,1	196,0
Formation brute de capital fixe	- 1,0	- 2,3	- 0,6	116,7
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>	<i>- 8,4</i>	<i>3,9</i>	<i>5,2</i>	<i>74,6</i>
<i>Taux d'épargne <sup>(6)</sup></i>	<i>- 0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>14,5</i>
<i>Taux d'épargne financière <sup>(7)</sup></i>	<i>- 0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>5,5</i>
<b>Relations avec le reste du monde</b>				
Exportations de biens (FAB)	0,7	0,7	5,8	472,2
Importations de biens (FAB)	- 1,4	- 0,5	2,1	493,4
<i>Exportations de services - importations de services</i>	<i>- 5,0</i>	<i>- 7,8</i>	<i>- 3,3</i>	<i>- 8,8</i>
<i>Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde</i>	<i>- 0,5</i>	<i>- 6,7</i>	<i>13,8</i>	<i>- 13,0</i>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation</b>	<b>4,7</b>	<b>- 9,4</b>	<b>26,3</b>	<b>- 43,1</b>

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

(3) Épargne brute / formation brute de capital fixe.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation.

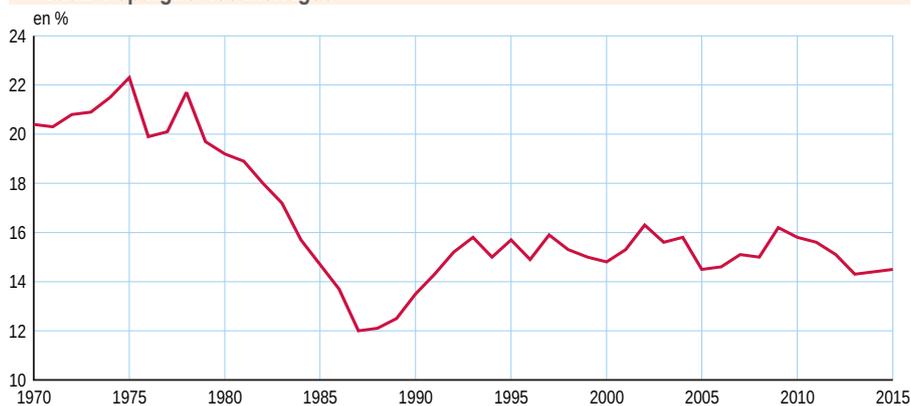
(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA).

(6) Épargne brute / revenu disponible brut.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

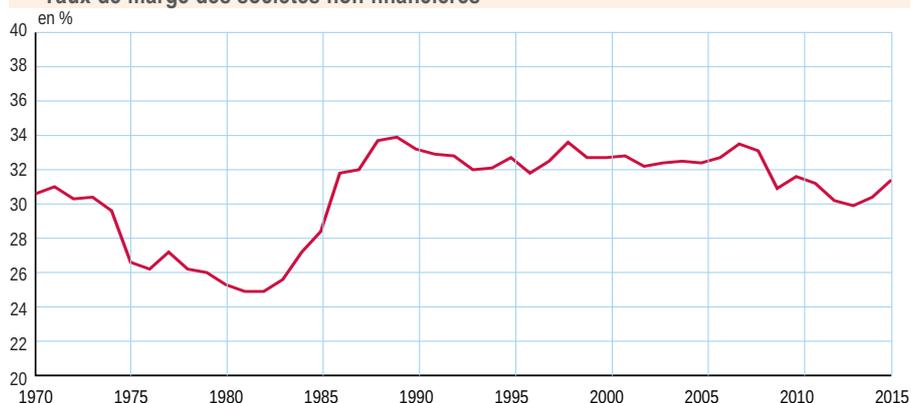
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

#### 4 Taux d'épargne des ménages



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

#### 5 Taux de marge des sociétés non financières



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

#### Encadré 1 Les révisions du PIB

##### en volume et du pouvoir d'achat

La publication du compte provisoire de l'année 2015 s'accompagne de la publication des comptes définitif (2013) et semi-définitif (2014), qui actualisent les estimations précédentes (mai 2015). Pour 2013, la croissance du PIB est abaissée de 0,1 point, à + 0,6 % dans la version définitive du compte ; à l'inverse, la croissance pour 2014 est rehaussée de 0,4 point, à + 0,6 %, dans la version semi-définitive du compte.

Pour l'année 2015, les comptes trimestriels avaient publié une estimation de la croissance du PIB à + 1,2 % lors de la première estimation du 1<sup>er</sup> trimestre 2016. Celle-ci était corrigée de l'effet des jours ouvrables. Corrigée de cet effet, l'évolution du PIB est toujours de + 1,2 % pour 2015. L'investissement et, dans une moindre mesure, la consommation des ménages sont rehaussés, tandis que les variations de stocks contribuent un peu moins à la croissance du PIB.

Dans le compte provisoire 2015, l'augmentation du revenu disponible brut des ménages est atténuée de 0,3 point par rapport au chiffre publié dans la première estimation du 1<sup>er</sup> trimestre 2016, en raison de la révision en baisse des revenus de la propriété reçus par les ménages. Entre 2013 et 2014, la progression de leur taux d'épargne est également moins marquée (+ 0,1 point contre + 0,5 précédemment). Enfin, la hausse du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est revue à la baisse en 2013 comme en 2014.

Une note consultable sur le site internet de l'Insee détaille l'ensemble des révisions intervenues sur les comptes 2013, 2014 et 2015 ; elle précise l'origine des sources d'information utilisées pour effectuer ces révisions.

#### Encadré 2

##### Au-delà du PIB, le revenu national disponible

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays. Cet indicateur est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Toutefois, une partie de l'activité enregistrée dans un pays sert à rémunérer des capitaux étrangers, ainsi que le travail transfrontalier effectué par les non-résidents. À l'inverse, une partie des ressources des résidents provient des revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires perçus suite à des activités réalisées à l'étranger. C'est la raison pour laquelle la commission « Stiglitz » sur la mesure des performances économiques et du progrès social a recommandé de mettre l'accent sur le revenu national brut (RNB) plutôt que sur le produit intérieur. Cette démarche peut s'étendre jusqu'au revenu national disponible brut (RNDB), qui prend également en compte d'autres flux de revenus avec l'extérieur (contributions à l'Union européenne, prestations sociales, etc.).

En 2015, le PIB croît de 1,9 % en valeur. La progression du RNB est un peu plus forte (+ 2,2 %) en raison de l'amélioration du solde des revenus de la propriété (reçus moins versés au reste du monde). Le solde des autres flux de revenus avec l'extérieur étant dynamique du fait du contrecoup de l'amende versée en 2014 par BNP Paribas, la progression du RNDB (+ 2,6 %) est supérieure à celle du RNB.

#### Bibliographie

- Cheloudko P., Rodriguez É. *et al.*, « Les comptes des administrations publiques en 2015 », *Insee Première* n° 1598, mai 2016.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Direction Générale :  
18, bd Adolphe-Pinard  
75675 PARIS CEDEX 14  
Directeur de la publication :

Jean-Luc Tavemier  
Rédacteur en chef :

E. Nauze-Fichet  
Rédacteurs :  
J.-B. Champion, C. Collin,  
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu

Maquette : RPV

Impression : Jouve  
Code Sage IP161597  
ISSN 0997 - 3192  
© Insee 2016

• *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :  
[www.insee.fr/collections-nationales](http://www.insee.fr/collections-nationales)

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) :  
<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :  
<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

